

LE PLANETARIUM
GHASSAM SALAME

L'Islam soluble dans les urnes

Le triomphe électoral du Front islamique du salut, il y a trois ans, a bouleversé l'Algérie et entraîné (au moins) une idée fautive ailleurs: à chaque fois que les musulmans sont appelés aux urnes, ils choisissent naturellement les islamistes. Or, depuis l'interruption du processus électoral en Algérie, une bonne douzaine de consultations ont eu lieu dans l'ensemble du monde islamique, et pas une fois le résultat algérien ne s'est répété.

Je ne parle pas, bien entendu, des présidentielles égyptiennes ou tunisiennes, qui ressemblent plus à des plébiscites qu'à des élections, ni des législatives syriennes organisées l'été dernier, où le parti au pouvoir a généreusement concédé un tiers des sièges aux «indépendants», ni des parlements désignés des Emirats, mais de consultations où un véritable choix pluraliste était à peu près correctement assuré.

Tel est le cas du Pakistan, où le parti de Benazir Bhutto a eu raison d'une coalition islamiste conduite par Nawaz Sharif, ou du Yémen, où les islamistes associés à la puissante tribu Hached ne sont arrivés qu'en troisième position, derrière le parti du Congrès et le Parti socialiste. En Jordanie, les élections législatives de novembre 1993 ont réduit de moitié l'influence islamiste, les députés qui s'en réclament passant, en quatre ans, de 33 à 17 dans un parlement de 80 membres.

Au Liban, en dépit d'un large boycottage des élections par des secteurs qui ne pouvaient voter islamiste (ensemble des chrétiens et des sunnites modérés), les islamistes se sont retrouvés avec 11 sièges sur 128. Au Kurdistan irakien, les élections avaient un fort relent de tribalisme, mais pas un islamiste n'a été élu à l'Assemblée de cette région autonome. Plus près d'Alger, l'opposition marocaine a bien gagné les élections l'année dernière. Cependant, elle n'est pas islamiste mais nationaliste et socialisante.

Plusieurs sondages concordants indiquent que, si des élections palestiniennes étaient enfin organisées, le mouvement Hamas y recueillerait (s'il y participait) 16 à 18 % des voix. Même quand ils marquent des points (comme aux dernières élections municipales turques), les islamistes représentent à peine 20 % du corps électoral (*grosso modo* l'équivalent du Parti communiste français à son apogée). Au Koweït, trois partis islamistes

sont représentés au parlement élu à l'automne 1992, mais ils sont loin de pouvoir le contrôler.

Le contre-exemple soudanais est encore plus parlant: le parti islamiste de Hassan Tourabi était arrivé en troisième position lors des élections de 1986. Il lui a donc fallu fomenter un coup d'Etat militaire en 1989 pour prendre un pouvoir que les urnes lui refusaient.

Deux conclusions s'imposent. D'abord, quoi que l'on en pense dans la classe politique française, le cas de l'Algérie est atypique. Il est possible, et sans doute même probable, que les islamistes accèdent, d'une manière ou d'une autre, au pouvoir à Alger. Mais cela n'est pas toujours vrai ailleurs, lorsque les institutions traditionnelles de l'Islam sont mieux établies, lorsque le clivage est réel entre islamisants culturels et militants politiques de l'islamisme, lorsque la gabegie économique du gouvernement n'est pas aussi énorme, ou lorsqu'un parti unique n'a pas pour unique préoccupation d'arracher le pouvoir à un autre parti unique.

Ensuite, il faut cesser de se cacher derrière le prétendu précédent algérien pour s'accommoder de tous ces dirigeants qui s'installent au pouvoir et s'y incrustent avec comme seul et unique slogan «Moi ou les ayatollahs». Rien ne prouve qu'ils aient raison, tout semble plutôt démontrer le contraire. La désaffection que le mouvement de démocratisation a connue ces dernières années en Algérie ne doit pas nous obliger à nous incliner devant des dictateurs, qui ont pour seule vertu d'être des casseurs de barbus.

Ce serait faire un trop beau cadeau aux islamistes: les considérer comme la seule menace sérieuse des intérêts occidentaux, c'est risquer de les rendre encore plus populaires dans les banlieues déshéritées du Caire ou d'Alger. Les juger nécessairement moins démocrates que les dictatures en place serait faire injure à la vérité. Ne vouloir des élections que lorsqu'on est certain qu'ils les perdront, c'est transiger avec le fondement même de nos convictions démocratiques.

Le monde islamique n'a jamais été d'une seule couleur politique, et n'est pas près de l'être. La métaphore de la tache d'huile est aussi trompeuse que celle des dominos. Il est possible qu'au-delà de l'Iran et du Soudan de nouveaux régimes islamistes éclosent. Il vaudrait mieux les voir sortir des urnes que des maquis.